

NEUVIÈME CONGRÈS DE L'ASSOCIATION
DES CERCLES FRANCOPHONES
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE BELGIQUE

et

LVI^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION
DES CERCLES D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE
DE BELGIQUE

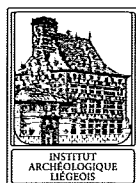
CONGRÈS DE LIÈGE

23-26 AOÛT 2012

Organisé par l'Institut archéologique liégeois
et le Comité interuniversitaire des Historiens des Sciences
et des Techniques René-François de Sluse asbl

Publication coordonnée par Geneviève XHAYET

ACTES
TOME II / VOL. 1-4



2017

LES « FONDS DE CARTES HISTORIQUES » :
UN EXEMPLE DE CIRCULATION D'IDÉES ENTRE
L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LA FRANCE ET LES PAYS-BAS
AUTOUR DE 1900

Geneviève WARLAND

Introduction

« On s'est donc aperçu, le jour où l'on n'avait plus simplement en vue l'étude des événements politiques, qu'il fallait un autre genre de cartes. Ceux, par exemple, qui s'occupent de déterminer les régions d'un pays dans lesquelles se sont établies des populations diverses, qui s'efforcent de suivre sur la carte une frontière linguistique dans ses différents développements, qui veulent y tracer des divisions économiques, y rechercher les formes diverses de la colonisation du sol ou de la propriété, les régions particulières de droit de coutumes, de dialectes, que préoccupent, par exemple, l'histoire des voies de communications, des divisions des marchés vers l'époque où les villes ont apparû, etc., ceux-là ne peuvent plus se servir de ces atlas sommaires »¹.

Quel est donc cet « autre genre de cartes » auquel fait allusion l'historien belge, Henri Pirenne (1862-1935) s'exprimant devant la Société historique de Gand en 1899 ? Répondre à cette question amène à retracer l'histoire de la conception de telles cartes reposant sur un canevas unique. Ce canevas renvoie à une base appelée « fond de carte » (*Grundkarte*). La discussion, suscitée par leur mise en œuvre, illustre le caractère international de la recherche historique dans les années 1890-1914 : le projet allemand des *Grundkarten* apparaît comme un exemple de circulation d'idées dont il s'agira de mesurer le taux de pénétration dans les pays voisins.

Dr. Geneviève WARLAND, (UCL).

1 H. Pirenne, « À propos d'une entreprise récente de cartographie historique », *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand*, 7 (1899), p. 3.

Les fonds de cartes historiques : une entreprise leipzigoise

À partir de 1900, l'Université de Leipzig abrite la *Centralstelle für die Grundkartenforschung am Historisch-geographischen Seminar* destinée à collecter les fonds de cartes². Deux historiens s'illustrent dans cette entreprise : Karl Lamprecht (1856-1915), professeur depuis 1891 d'histoire médiévale et d'histoire nationale dans cette université³, et Rudolf Kötzschke (1867-1949), cofondateur et directeur à partir de 1906 du séminaire d'histoire régionale et d'étude de la colonisation (*Seminar für Landesgeschichte und Siedelungskunde*) créé en 1901⁴.

L'élaboration des fonds de cartes et, à partir de là, des cartes historiques rejoint deux de leurs préoccupations essentielles : d'un côté, l'histoire économique, notamment pour étudier le développement de la propriété foncière et retracer l'évolution de la densité de la population⁵, et, de l'autre, l'histoire régionale par la focalisation sur les manifestations de l'activité humaine sur la longue durée⁶.

De la sorte, l'Université de Leipzig se soucie d'établir un lien étroit entre l'histoire régionale comme *Kulturgeschichte* (histoire culturelle au sens large incluant les phénomènes matériels et intellectuels) et la géographie historique (*Historische Geographie*)⁷ dont relève la cartographie historique

2 Voir H. Ermisch, *Erläuterungen zur historisch-statistischen Grundkarte für Deutschland im Maßstabe 1/100000*, Leipzig, 1899, p. 5 et K. Lamprecht, « Zur Organisation der Grundkartenforschung », *Deutsche Geschichtsblätter (DGBI)*, 1 (1900), p. 33-41.

3 Voir R. Chickering, *Karl Lamprecht. A German Academic Life (1856-1915)*, New Jersey, 1993.

4 R. Kötzschke, *Studien zur Verwaltungsgeschichte der GroßGrundherrschaft Werden an der Ruhr*, Leipzig, 1901. Sur Kötzschke, voir E. Bünz, « Ein Landeshistoriker im 20. Jahrhundert : Rudolf Kötzschke (1867-1949) zwischen methodischer Innovation und Volksgeschichte », *Blätter für deutsche Landesgeschichte*, 141-142 (2008), p. 347-67, ainsi qu'E. Bünz (éd.), *Hundert Jahre Landesgeschichte (1906-2006). Leipziger Leistungen, Verwicklungen und Wirkungen*, Leipzig, 2012.

5 Voir K. Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter. Untersuchungen über die Entwicklung der materiellen Kultur des platten Landes auf Grund der Quellen zunächst des Mosellandes*, Leipzig, 1885-86, 4 vol. Lamprecht y décrit les cartes comme étant essentielles à la méthode de l'histoire économique définie comme méthode « topographique et statistique » (*topographisch-statistisch*) (*ibid.*, p. 3).

6 La *Landesgeschichte* est, selon Kötzschke, la « Erfassen der gesamten Entwicklung eines deutschen Einzelgebiets im raum-, staats- und kulturgeschichtlicher Hinsicht » (R. Kötzschke, « Über Bedeutung und Pflege der sächsischen Landesgeschichte », *Neues Archiv für sächsische Geschichte*, 37 (1916), p. 205, cité par E. Bünz, « Landesgeschichte in Sachsen – Traditionen und Perspektiven », *Denkströme. Journal der Sächsischen Akademie der Wissenschaften*, 6 (2011), p. 64).

7 Voir R. Kötzschke, « Die Grundkarten », *Die historisch-geographischen Arbeiten im Königreich Sachsen*, Leipzig, 1907, p. 33-39.

(*Grundkartenforschung*). Köttschke a mis en œuvre le principe programmatique de Friedrich Ratzel (1844-1904), professeur à Leipzig de 1886 à 1899 et fondateur de la géographie humaine (*Anthropogeographie*) – *im Raum lesen wir die Zeit* – en suscitant de nouvelles recherches dans plusieurs directions dont celle des rapports entre l'homme et son environnement (*historische Landschaftskunde*) et celle de l'étude de l'occupation du territoire (*historische Siedlungskunde* ou *historische Bevölkerungs- und Siedlungsgeographie*)⁸.

Le projet de fonds de cartes est soutenu par un autre collaborateur particulièrement actif : Hubert Ermisch (1850-1932), directeur de la *Sächsische Landesbibliothek* à Dresde⁹. Il s'y implique comme membre de la *Königlich Sächsische Kommission für Geschichte* où il est responsable des projets en géographie historique¹⁰. Au niveau national, son engagement en faveur de ce projet se manifeste par son rôle tout d'abord de délégué à la *Gesamtvereine der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine* et ensuite de représentant de la Commission historique de Saxe à la *Konferenz der landesgeschichtlichen Publikationsinstitute*¹¹. Ermisch est, en outre, le rédacteur de la brochure servant à en assurer la publicité : *Erläuterungen zur historisch-statistischen Grundkarte für Deutschland im Maßstabe 1/100000*¹².

Si Leipzig se distingue, grâce au talent d'administrateur scientifique de Lamprecht et à la virtuosité d'exécution de Köttschke et d'Ermisch, comme un lieu central pour la cartographie historique, elle doit ce statut aux rencontres régulières des sociétés historiques à l'échelle de l'Allemagne, et notamment dans la foulée des Congrès des historiens allemands.

8 R. Köttschke, *Quellen und Grundbegriffe der historischen Geographie Deutschlands und seiner Nachbarländer*, Leipzig, Berlin, 1906, p. 4. Köttschke utilise la cartographie comme méthode dans le cadre de deux projets en histoire régionale : l'*Atlas typischer Flurkarten zur Geschichte der Agrarverfassung* (dont il n'est resté que l'introduction, car les épreuves ont brûlé dans un bombardement en 1943) ainsi que l'*Historische Atlas von Sachsen*, continué depuis 1998 par un de ses élèves sous le titre d'*Atlas zur Geschichte und Landeskunde Sachsen* (E. Bünz, « Ein Landeshistoriker im 20. Jahrhundert », art. cit., p. 353-54).

9 Voir J. Lehmann, *Hubert Ermisch 1850-1932. Ein Beitrag zur Geschichte der sächsischen Landesgeschichtsforschung*, Köln, 2001 et *id.*, « Hubert Ermisch (1850-1932) », *Sächsische Lebensbilder*, G. Wiemers (éd.), Stuttgart, 2009, p. 207-31.

10 Les *Grundkarten* pour la Saxe sont envoyées à la *Sächsische Landestelle für Grundkarten im Dresdner Hauptstaatsarchiv* (créée en 1898), dépôt dont Ermisch est le directeur. En 1904, toutes les cartes sont réalisées et, en 1909, leur impression est terminée (J. Lehmann, *Hubert Ermisch 1850-1932*, *op. cit.*, p. 217).

11 Voir *ibid.*, p. 207sq et p. 215sq.

12 Voir note 2.

Les fonds de cartes historiques : une initiative de F. von Thudichum

En étudiant les circonscriptions judiciaires du Werra, Friedrich von Thudichum (1831-1913), professeur de droit à l'Université de Tübingen¹³, fut le premier à avoir reconnu le potentiel des cartes historiques. L'ayant mûri au cours de longues années¹⁴, il présenta un projet à la *Generalversammlung des Gesamtvereins der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine* à Sigmaringen le 1^{er} septembre 1891. Thudichum estimait que, par rapport à la France et à l'Italie, l'Allemagne accusait un retard dans le domaine cartographique. La première possédait, en effet, une carte de France complète en quinze feuilles (1875) au Dépôt des Fortifications. La situation allemande était, selon lui, la suivante : l'entreprise cartographique de l'État-major prussien pour l'Europe centrale à l'échelle 1 : 500 000 ne comportait que huit cartes non imprimées sur les trente prévues ; pour l'Allemagne de l'Ouest, la carte française servait de point de référence, mais elle ne lui semblait pas appropriée pour servir de fond de carte étant donné la place occupée par les routes et les forêts. La seule carte réellement utilisable comme fond de carte lui paraissait être la carte hydrographique de la Bavière à l'échelle 1 : 500 000 (1834)¹⁵.

Lors de cette Assemblée générale, la décision fut prise par les délégués présents de développer des « fonds de cartes historiques » (*historische Grundkarten*) à l'échelle de 1 : 100 000, qui était celle des cartes militaires de Prusse, ne comportant que les cours d'eau, les noms de lieux et les limites des communes¹⁶. Ces fonds de cartes devaient former un réseau pour l'Allemagne entière permettant de consigner des données historiques de type politique, économique, agraire, commercial et culturel. Les collaborateurs, destinés à les confectionner, devaient être trouvés par les sociétés historiques des différents États allemands, mais aussi de l'Autriche, de la Suisse, du

13 *Rechtsgeschichte der Werra*, Tübingen, 2 vol., 1867-1885 (nouvelle impression chez Scientia à Aalen en 1969).

14 Voir H. Ermisch, *Erläuterungen zur historisch-statistischen Grundkarte für Deutschland*, op. cit., p. 1sq. Voir aussi R. Kötzschke, « Die Grundkarten », loc. cit., p. 33sq. L'intérêt pour les *Grundkarten* doit beaucoup à l'activité de la *Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde* sous les auspices de Lamprecht et avec la publication d'un *Atlas der Rheinprovinz* par Fabricius à partir de 1887. Voir *ibid.* et la préface de Lamprecht à *Die historisch-geographischen Arbeiten im Königreich Sachsen*, op. cit. Voir encore H. Aubin, « Die historische Kartographie der Rheinprovinz », *Geschichtliche Landeskunde. Anregungen in vier Vorträgen*, Bonn, 1925, p. 7-27, partic. p. 9 et p. 16.

15 F. von Thudichum, *Historisch-statistische Grundkarten. Denkschrift*, Tübingen, 1892, p. 11.

16 *Ibid.*, p. 16-17. Dans le cadre de la *Gesamtverein* puis de la *Konferenz der Deutschen Publikationsinstitute*, Ermisch est un des plus ardents défenseurs de Thudichum (J. Lehmann, *Hubert Ermisch 1850-1932*, op. cit., p. 207sq).

Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas¹⁷. Les fonds de cartes seraient ensuite vendus à bas prix, et les historiens, les érudits, les chercheurs y placeraient leurs observations personnelles, chacun suivant l'objet d'étude qui l'intéresse.

L'initiative de Thudicum représente une nouveauté : l'élaboration de cartes à une échelle identique aux fins d'une meilleure comparaison et dans le but d'établir un Atlas historique de l'Allemagne¹⁸. Elle fut reprise lors de la fondation de la *Konferenz von Vertretern landesgeschichtlicher Publikationsinstitute* en 1894 à l'occasion du premier Congrès des historiens allemands (*Historikertage*) à Francfort¹⁹. Discutée deux ans plus tard au sein de la deuxième Assemblée à Innsbruck (1896), elle fut l'objet de résolutions importantes adoptées par l'Assemblée tenue parallèlement au Congrès des historiens à Nuremberg en 1898 et présidée par Karl Lamprecht²⁰. Le travail sur les fonds de cartes historiques y est présenté comme « [...] une des bases générales indispensables aux recherches historico-statistiques à encourager de toutes les façons »²¹, cela via la création d'une *Centralstelle für die Grundkartenforschung am Historisch-geographischen Seminar* à Leipzig, financée par le gouvernement de Saxe²². La réunion suivante à Halle en 1900 précise l'organisation du travail : les commissions historiques allemandes sont encouragées à envoyer une copie de fonds de cartes à cette institution à l'échelle, finalement adoptée, de 1 :500 000, et cette dernière est chargée d'établir des directives pour la consignation de divers renseignements historiques²³.

17 F. von Thudicum, *Historisch-statistische Grundkarten*, op. cit., p. 22-23.

18 Cette idée semble avoir été abandonnée par la suite. Voir G. Seeliger, « Problemen der historischen Kartographie und Topographie », *Historische Vierteljahrschrift*, 6 (1903), p. 286.

19 Ces Assemblées étaient destinées à organiser l'édition des sources pour l'histoire régionale.

20 Lamprecht exerça la fonction de Président de la *Konferenz von Vertretern landesgeschichtlicher Publikationsinstitute* de 1895 à 1903 ; il passa ensuite le flambeau à Kötzschke.

21 Voir « Ergebnisse der Beratung der dritten Konferenz von Vertretern landesgeschichtlicher Publikationsinstitute in Nürnberg », in *Anhang II zum Bericht über die fünfte Versammlung deutscher Historiker in Nürnberg vom 12-15. April 1898*, Leipzig, 1898, p. 59, cité par L. Schorn-Schütte, *Karl Lamprecht. Kulturgeschichtsschreibung zwischen Wissenschaft und Politik*, Göttingen, 1984, p. 241. L'Assemblée de la *Gesamtverein der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine* à Münster en octobre de la même année rend compte des résultats de la conférence des instituts de publication dans un rapport (« Bericht über den Stand der Grundkartenarbeiten », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 47 (1899), p. 37-39) et se prononce en faveur de ce projet.

22 Sur sa fonction et son équipement, voir R. Kötzschke, « Die Centralstelle für Grundkarten zu Leipzig, ihre Einrichtungen und Aufgaben », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 50 (1902), p. 125-134.

23 Compte rendu de la 4^e conférence des instituts de publication dans « Mitteilungen. Versammlungen », *DGBl*, 1 (1899-1900), p. 199-204, partic. p. 202. Voir aussi R. Kötzschke, « Die Technik der Grundkarteneinzeichnung », *ibid.*, p. 113-131.

Les fonds de cartes historiques : une volonté de collaboration internationale

Pirenne se fait le relais belge du projet de fonds de cartes historiques discuté à la *Konferenz der landesgeschichtlicher Publikationsinstitute*, lequel concerne également le territoire de la Belgique : « Il s'agit de faire collaborer toutes les régions qui ont fait partie de l'ancien Empire allemand à la confection de cartes topographiques au 1 : 100 000 contenant d'une manière détaillée toutes les indications de quelque utilité pour l'histoire », déclare-t-il devant la Commission royale d'histoire²⁴. Il souhaite que la Commission s'intéresse à cette proposition et fasse exécuter les cartes relatives aux anciennes provinces belges. Étant donné les frais occasionnés par une telle entreprise, il propose d'utiliser la carte militaire au 1 : 40 000 qui montre les limites des communes et de réaliser, sous l'égide d'une commission particulière supervisée par la Commission royale d'histoire, un grand nombre de cartes spéciales : une carte des voies de communication ; une carte des divisions ecclésiastiques, une carte des grands domaines ; une carte féodale ; une carte de la colonisation du pays, etc. « Chacune de ces cartes donnerait le tableau de l'évolution complète du sujet depuis les temps les plus reculés jusqu'au XVIII^e siècle », précise-t-il²⁵.

La correspondance entre Lamprecht et Pirenne (particulièrement entre 1898 et 1899) ainsi que les contributions de Kötzschke pour la revue d'histoire régionale fondée à Leipzig en 1900, les *Deutsche Geschichtsblätter*²⁶, permettent de mesurer les efforts accomplis en vue d'une coopération internationale. Si la première mentionne la visite à Leipzig de Fernand van Ortroï (1856-1934), professeur de géographie et de cartographie à l'Université de Gand²⁷, le principal intermédiaire en Belgique pour le projet des fonds de cartes est Pirenne²⁸. Les lettres de Lamprecht révèlent aussi

24 H. Pirenne, « Rapport sur un projet de publication de cartes historiques », *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 5^e série, 8 (1898), p. 390.

25 *Ibid.*

26 Les *Deutsche Geschichtsblätter* (DGBl) sont une revue d'histoire régionale associée au *Seminar für Landesgeschichte* de l'Université de Leipzig. L'éditeur en chef est un élève de Lamprecht, Armin Tille. La revue adopte une approche interdisciplinaire intégrant l'histoire et l'économie, la toponymie et la géographie.

27 Voir F.-L. Ganshof, « Fernand van Ortroï », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 13 (1934), p. 1145-1148.

28 Voir lettre de Lamprecht du 21 novembre 1899, in L. Schorn-Schütte, M. Ogrin (éd.), *Über das eigentliche Arbeitsgebiet der Geschichte*. Der Briefwechsel zwischen Karl Lamprecht und Ernst Beinheim sowie 1878-1915, Köln, Böhlau, 2017, p. 226-28.

que les historiens hollandais font bon accueil à ce projet²⁹, à l'inverse des historiens français qui ne semblent pas pressés de répondre. Lamprecht demande, dès lors, à Pirenne d'intercéder auprès de ces derniers³⁰. Une lettre ultérieure fait état des contacts pris au-delà du cercle des historiens, représenté par Gabriel Monod (1844-1912), fondateur de la *Revue Historique* en 1876, Président de la IV^e section de l'École pratique des hautes études puis professeur à l'École normale supérieure, en direction des géographes que sont Paul Vidal de la Blache (1845-1918), professeur à l'ENS puis en Sorbonne, initiateur du renouvellement de la géographie française, et Lucien Gallois (1857-1941)³¹, son élève, avec lequel il crée en 1891 les *Annales de géographie*, également professeur de géographie successivement à l'ENS et en Sorbonne³². Cela étant, l'intérêt n'y est pas, au grand regret de Lamprecht³³.

Quant à Köttschke, son activité à l'étranger est principalement dirigée vers les Pays-Bas où il rend visite à la *Centrale commissie voor de historisch-statistische kaarten in Nederland*, fondée en 1900 par décision de la Société historique d'Utrecht (*historisch Genootschap te Utrecht*). Ses membres comptent P. J. Blok (1855-1929), professeur d'histoire nationale à l'Université de Leiden et un des principaux agents de la rénovation des études historiques aux Pays-Bas³⁴, et F. A. Hoefer (1850-1938), ancien militaire devenu archiviste de la ville d'Hattem³⁵. Ils en sont respectivement le président et le premier secrétaire. Köttschke observe que c'est « avec une énergie particulière, certes dans des conditions moins difficiles qu'ici au pays [en Allemagne] » que la confection de fonds de cartes (*Historisch-Statistische Schetskaart*), dont le format diffère de celui adopté en Allemagne, a été

29 Lettre du 7 janvier 1899, *ibid.*, p. 219.

30 Lettre du 10 mars 1899, *ibid.*, p. 221-22.

31 Voir R. Blanchard, « Nécrologie : M. Lucien Gallois », *Revue de géographie alpine*, 29 (1941), p. 505-512.

32 Lettre du 10 avril 1899, in *Der Briefwechsel zwischen Karl Lamprecht und Henri Pirenne, op. cit.*, p. 222-25. Cette lettre mentionne encore le contact recherché avec Christian Pfister (1857-1933), spécialiste de l'histoire de l'Alsace et de la Lorraine, professeur d'histoire à la Faculté de Nancy puis à l'Université de Strasbourg à partir de 1919.

33 Lettre du 21 novembre 1899, *ibid.*, p. 226-28.

34 Voir H. Brugmans, « Levensbericht van P. J. Blok », *Jaarboek der koninklijke Akademie van wetenschappen te Amsterdam 1930-1931. Levensberichten*, Amsterdam (1930-1931), p. 1-30 et J. Tollebeek, *De toga van Fruin. Denken over Geschiedenis in Nederland sinds 1860*, Amsterdam, 1990.

35 Voir Th. J. Meijer, « Hoefer, Frederic Adolph (1850-1938) », *Biografisch Woordenboek van Nederland*. <http://www.historici.nl/Onderzoek/Projecten/BWN/lemmata/bwn2/hoefer> [10-02-2012].

réalisée³⁶. Il estime que l'impulsion d'une telle activité est redevable aux encouragements prodigués par la *Centralstelle für Grundkarten* de Leipzig, les directives de consignation aux Pays-Bas – *Wenken voor het bewerken der schetskaarten voor historisch-statistische liggers*³⁷ – s'appuyant sur les *Erläuterungen zur historisch-statistische Grundkarte für Deutschland* d'Ermisch. Le résultat semble, de surcroît, plus abouti qu'en Allemagne où le système des symboles n'a pas pu être unifié. Des fonds de cartes néerlandais ont été envoyés à Leipzig, la Commission chargée de la publication des cartes aux Pays-Bas mettant en avant sa volonté de coopérer³⁸.

La fonction des fonds de cartes historiques : un projet scientifique et/ou politique ?

Les arguments, mis en avant par les protagonistes défendant le projet de fonds de cartes historiques, sont principalement de nature scientifique. Ce projet participe clairement de leur volonté de contribuer au développement d'une recherche historique possédant tous les caractères de scientificité : fiabilité, précision et exhaustivité, fruits d'un travail de collaboration entre savants sur le modèle des sciences naturelles³⁹.

Comme déjà mentionné, cette entreprise, dont la charge repose sur les sociétés et commissions historiques régionales, s'inscrit dans le cadre de l'histoire culturelle. Elle manifeste le souhait de prendre congé de l'histoire traditionnelle, à la fois politique, dynastique et institutionnelle, et de participer à l'élargissement des thèmes et des méthodes. Les fonds de cartes sont, en

36 R. Köttschke, « Der gegenwärtige Stand der Veröffentlichung von Grundkarten », *DGBl*, 5 (1903-04), p. 85.

37 Publié par la *Centrale commissie voor de historisch-statistische kaarten in Nederland*, Zwolle, 1901.

38 « Jaarverslag van de Centrale commissie voor de historisch-statistische kaarten in Nederland over 1902 », *Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootschap*, 24 (1902), p. XXXV.

39 C'est notamment l'esprit dans lequel Thudichum les conçoit, rejoignant en cela les points de vue des autres historiens : « Die Grundkarten sollen ermöglichen, Ergebnisse gelehrter Forschungen auf dem Gebiet der Geschichte, Rechtsgeschichte, Altertumskunde, Topographie, Naturkunde, Statistik, usw., mit Feder und Farben einzutragen, und sie auf diese Weise klar und übersichtlich zur Anschauung zu bringen, wie dies in den Naturwissenschaften längst mit größtem Erfolge geschieht » (*id.*, *Historisch-statistische Grundkarten*, *op. cit.*, p. 4-5). Köttschke exprime cela de la façon suivante : « (...) indem für immer größere Teile Deutschlands, ja Mitteleuropas in den historisch-statistischen Grundkarten ein eigenartiges Mittel geschaffen wird, von dem zu erhoffen ist, dass es die Möglichkeit bisher unerreichter Genauigkeit in der räumlichen Darstellung historischer Probleme gewährt » (R. Köttschke, « Die Technik der Grundkarteneinzeichnung », *art. cit.*, p. 114).

effet, destinés à fournir une base géographique favorisant la comparaison⁴⁰ dans l'établissement de cartes historiques de natures diverses⁴¹.

Le but ultime de ces cartes est de former la matière d'atlas historiques régionaux ou nationaux. Parmi les réalisations qui se situent dans la mouvance des discussions autour du travail sur les fonds de cartes et qui sont épinglées comme modèles⁴², il faut citer le *Geschichtlicher Atlas der Rheinprovinz* (1894-1909)⁴³, publié par la *Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde*, et l'*Historisches Atlas des österreichischen Alpenländer* (à partir de 1906)⁴⁴, édité par la *Kommission zur Herausgabe eines historischen Atlas der Alpenländer Österreichs der Akademie der Wissenschaften*. Au rang des productions des pays voisins, il faut mentionner le *Geschiedkundige Atlas van Nederland* (1913-1938)⁴⁵.

La thématique des atlas engage, quant à elle, la fonction pédagogique et civique des cartes historiques. Celle-ci n'est pas la priorité dans les argumentaires très pratiques dont il est question ici ; elle est toutefois présente à l'horizon, comme chez Thudichum qui indique l'utilité pour les lycées et les écoles militaires d'avoir des cartes spéciales des provinces, mais aussi de l'Allemagne entière et de l'Europe, afin de renforcer le sentiment national⁴⁶. Cet avis est globalement partagé par les historiens, qu'ils soient allemands, néerlandais, belges ou français, lesquels promeuvent en ce sens l'usage de cartes dans l'enseignement⁴⁷.

40 « Sie haben damit die Aufgabe, den vergleichenden Methoden der Wissenschaft eine fest geographische Grundlage und in ihr ein wesentliches Förderungsmittel zu bieten » (H. Ermisch, *Erläuterungen*, op. cit., p. 7). Sur les avantages comparatifs des cartes historiques, voir encore Lamprecht, « Zur Organisation der Grundkartenforschung », art. cit., p. 34. Voir aussi Lamprecht, « Die Königlich-Sächsische Kommission für Geschichte », *Berichte über die Verhandlungen der Kgl. Sächs. Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig*, Phil. Hist. Klasse, 52 (1900), p. 160sq.

41 Une liste des thématiques envisageables est donnée par Ermisch : les sites préhistoriques, les villes, les paroisses et leurs circonscriptions, les écoles, les dialectes, les métiers, les routes commerciales, la répartition et la densité des populations, etc. (*id.*, *Erläuterungen*, op. cit., p. 15-16).

42 Voir notamment Martiny, « Ein geschichtlicher Atlas der östlichen Provinzen des preußischen Staates », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine*, 57 (1909), p. 398-400.

43 Cet atlas, établi par différents auteurs sous la direction de W. Fabricius, est publié chez Behrendt à Bonn avant la Première Guerre Mondiale. Il a été poursuivi par la suite. En 1982, il a pris le nom de *Geschichtlicher Atlas der Rheinlande*.

44 Il est publié par l'*Akademie der Wissenschaften* à Vienne.

45 *Geschiedkundige Atlas van Nederland*, A. A. Beekman (éd.), Den Haag, 1913-1938. Ce travail est le fruit de la *Commissie voor den geschiedkundigen atlas van Nederland* sous la direction de Blok, créée en 1908 par décision de la *Centrale commissie voor de historisch-statistische kaarten in Nederland*.

46 Thudichum, *Historisch-statistische Grundkarten*, op. cit., p. 8. sq.

47 Voir, pour la France où la thématique a été fort étudiée, P. Claval, *Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours*, Paris, 1998, p. 28sq.

L'entreprise des fonds de cartes historiques : un succès ou un échec ?

Quel écho fut donné à cette initiative de fonds de cartes en Allemagne et à l'étranger ? Les Pays-Bas se trouvent parmi les acteurs les plus engagés, à écouter les louanges de Kötzschke, relayées par la *Centrale commissie voor de historisch-statistische kaarten in Nederland* dans son rapport annuel⁴⁸, et à considérer la réalisation de l'Atlas historique. Mais cela ne veut pas dire pour autant que les cartes développées par les Néerlandais répondent en tous points aux instructions envoyées par les Leipzigais. De manière générale, ils utilisent comme fond de carte la carte topographique du Royaume établie par le Ministère de la guerre et la complètent par d'autres cartes à l'échelle 1 : 600 000 ou 1 : 200 000, établies à des époques différentes, cela en raison des changements constants de la topographie du pays dus à la variation de ses frontières naturelles et des espaces occupés par l'eau et par le sol.

En ce qui concerne l'Allemagne, la situation varie selon les commissions et sociétés historiques. L'évolution de la cartographie en général et du projet des fonds de cartes en particulier peut être appréhendée en suivant leurs rapports d'activités dans le *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine* et dans les *Deutsche Geschichtsblätter*⁴⁹. La contribution de Kötzschke en 1904 dans cette dernière revue donne la liste des nombreuses commissions allemandes ayant envoyé les fonds de cartes pour des arrondissements et des provinces relevant de leur territoire et mentionne qu'un registre de feuilles de fonds de cartes se trouve à la *Leipziger Zentralstelle für Grundkarten*, lesquelles sont vendues au prix de 30 pf⁵⁰. Il précise également que si l'avancement du travail sur les cartes en Allemagne a été retardé, cela est dû à la difficulté de l'entreprise⁵¹.

L'engouement pour la cartographie scientifique comprenant, outre les fonds de cartes, l'édition de plans parcellaires (*Flurkarten*), la confection de cartes historiques et enfin d'atlas historiques, est manifeste. Des fonds de cartes sont établis en Westphalie⁵², dans le Schleswig-Holstein⁵³, dans la

48 « Jaarverslag van de Centrale commissie voor de historisch-statistische kaarten in Nederland over 1902 », *Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootschap*, 24 (1902), p. XXXV.

49 Voir Rapport de la 7^e conférence des Instituts de publication, *DGBl*, 7 (1905-06), p. 255-59.

50 R. Kötzschke, « Der gegenwärtige Stand der Veröffentlichung von Grundkarten », art. cit., p. 82-87. Cet article fait suite à un rapport précédent : *id.*, « Die Centralstelle für Grundkarten zu Leipzig, ihre Einrichtungen und Aufgaben », art. cit.

51 R. Kötzschke, « Der gegenwärtige Stand der Veröffentlichung von Grundkarten », art. cit., p. 87.

marche de Brandebourg⁵⁴, en Saxe⁵⁵, pour ne mentionner que quelques États allemands, et, à partir de là, des cartes historiques sont développées : telles, pour la Saxe, celles sur la colonisation slave, les forêts du prince électeur autour de 1600, l'évolution de la propriété de l'abbaye d'Altzelle, certains *Ämter* au ^{xiv}^e siècle, etc.⁵⁶

Si l'utilité des fonds de cartes apparaît indéniable, les éléments de base à y consigner sont sujets à discussion. Ce sont principalement les limites communales et le relief qui posent problème. Nombreuses sont les commissions qui estiment que les circonscriptions administratives (*Ämtergrenzen*) ou les circonscriptions judiciaires (*Gerichtsbezirke*) sont plus appropriées, et les commissions sises dans des régions ou États au terrain accidenté, tels que la Bavière et l'Autriche, affirment qu'elles ne peuvent se passer de l'indication du relief.

Par exemple, si la Commission historique de Basse-Saxe décide de confier l'élaboration de 27 feuilles servant de fonds de cartes au *kartographische Abteilung des Kgl. Preussischen Generalstabs*⁵⁷, l'indication des limites de communes ne fait pas l'unanimité, comme le montrent certaines discussions⁵⁸. En Bavière, la *Verein zur Herausgabe eines historischen Atlases von Bayern*, créée en 1906, se rallie à l'idée de représenter le relief, suivant en cela l'historien et géographe autrichien, Eduard Richter (1847-1905), dans son argumentation en faveur de cartes historiques avec relief (*historische Karten mit Terraindarstellung*) contre celles qui ne le montrent pas (*terrainlose historische Karten*)⁵⁹. De plus, l'utilisation des limites communales est rejetée au profit des circonscriptions judiciaires⁶⁰.

52 Voir « Wirksamkeit der einzelnen Vereine. Historische Kommission für Westfalen », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 53 (1905), col. 325-26.

53 R. Haupt, « Die Grundkarten für Schleswig-Holstein », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 54 (1906), col. 185-87. L'auteur précise, malgré tout, que la demande pour de telles cartes est faible.

54 Voir « Wirksamkeit der einzelnen Vereine. Verein für Geschichte der Mark Brandenburg », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 55 (1907), col. 138.

55 Le travail d'édition des *Grundkarten* et des *Flurkarten* est quasi achevé en 1907. Voir « Wirksamkeit der einzelnen Vereine. Königlich Sächsische Kommission für Geschichte », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 55 (1907), col. 136.

56 Voir R. Kötzschke, « Die Grundkarten », *loc. cit.*, p. 36sq. La thématique des cartes prend progressivement le pas sur celle des *Grundkarten*, voir, par exemple, « Wirksamkeit der einzelnen Vereine. Historische Kommission für die Provinz Sachsen und das Herzogtum Anhalt », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 57 (1909), col. 498-99. Pour cette dernière, voir aussi le rapport de 1912 qui mentionne encore la publication de quelques *Grundkarten* : *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 60 (1912), col. 438.

57 Voir « Die historische Kommission für Niedersachsen » und Wolhenhauer, « Niedersächsische Karten », *DGBl*, 13 (1911-12), p. 232-33 et p. 233-37.

58 Voir le compte rendu d'une communication sur un atlas pour la Basse-Saxe par J. Kretschmar (*DGBl*, 12 (1910-11), p. 281).

Pour ce qui est des pays limitrophes de l'Allemagne, la « question allemande des fonds de cartes historiques » (*Deutsche Grundkartenfrage*) a donné une impulsion à la réalisation de l'*Atlas der Alpenländer* autrichien via la *Kommission zur Herausgabe eines historischen Atlas der Alpenländer Österreichs der Akademie der Wissenschaften* établie en 1899 sous la direction d'E. Richter⁶¹. Cela dit, les membres de cette commission se rangent du côté des « opposants allemands aux fonds de carte » (*Gegnerschaft der Grundkartenfrage im Reiche selbst*)⁶², les cartes ne pouvant se satisfaire, à leurs yeux, du tracé des communes modernes : celles-ci ne correspondent pas, en effet, aux anciennes circonscriptions judiciaires. De plus, d'autres aménagements sont requis : des échelles variables selon les régions au vu des travaux déjà effectués et l'indication indispensable du relief⁶³. De manière globale, les Autrichiens, s'ils saluent l'initiative allemande des fonds de cartes, ne s'y rattachent pas et élaborent l'atlas à partir de cartes-canevas propres⁶⁴.

Quant à la Belgique, l'engouement de Pirenne, porte-parole de l'entreprise leipzigoise de cartographie historique auprès de la Commission royale d'histoire et de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand, semble ne pas avoir été suivi. Apparemment, aucune initiative n'a été lancée en vue d'établir des fonds de cartes pour la Belgique⁶⁵. Par ailleurs, ce n'est qu'après la Première Guerre Mondiale qu'un *Atlas de géographie historique de la Belgique*, mêlant souci d'exactitude scientifique et préoccupation politique, paraît sous la direction de l'historien louvaniste, Leo Van der Essen

59 Th. von Karg-Bebenbourg, « Geschichtliche Kartenwerk », *DGbl*, 7 (1905-1906), p. 334.

60 *Ibid.*, p. 335.

61 Voir A. Mell, « Die Fortschritte des Historischen Atlases der österreichischen Alpenländer », *DGbl*, 6 (1904-1905), p. 54-64, partic. p. 59.

62 *Ibid.*, p. 59. À la tête de ce mouvement se trouve Gerhard Seeliger (1860-1921), professeur de sciences auxiliaires en histoire et d'histoire médiévale à l'Université de Leipzig (*id.*, *Die historischen Grundkarten. Kritische Betrachtungen* (Sonderabdruck aus der *Beilage zur Allgemeinen Zeitung* n° 52 et 53 du 3 et du 5 mars 1900). Une prise de position générale de la *Gesamtverein* contre les critiques de Seeliger a été formulée lors de l'Assemblée générale à Freiburg en 1901. Voir *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 50 (1902), p. 21-30.

63 A. Kapper, « Der Werdegang des Historischen Atlases der österreichischen Alpenländer », *DGbl*, 2 (1900-01), p. 217-227, partic. p. 224. Voir encore A. Mell, « Die Fortschritte des Historischen Atlases der österreichischen Alpenländer », *loc. cit.*

64 Redlich et Giannoni, « Die österreichischen Grundkarten », *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 57 (1909), col. 79-82. Voir encore le discours de Pirchegger sur *Den historischen Atlas der österreichischen Alpenländer* à l'Assemblée générale de la *Gesamtverein* à Graz en 1911, *Korrespondenzblatt des Gesamtvereins*, 60 (1912), col. 97-104.

65 De même, les chroniques de bibliographie géographique données par F. Van Ortroy, dans le *Geographisches Jahrbuch* sous la rubrique « Die Fortschritte der Länderkunde von Europa. Belgien » ne font état d'aucune contribution à l'entreprise de Leipzig.

(1863-1963), avec notamment la collaboration de l'historien gantois, élève de Pirenne, François-Louis Ganshof (1895-1980)⁶⁶.

Pourquoi les historiens belges ne participent-ils donc pas à l'entreprise des fonds de cartes ? La réponse à cette question vient assurément du manque de moyens financiers et humains affectés à la recherche au sein des universités⁶⁷. Elle trouve également une explication dans l'institutionnalisation tardive de la géographie, laquelle n'est reconnue comme discipline universitaire qu'en 1929, et, corrélativement, dans le fait que l'établissement des cartes relève de l'Institut de cartographie militaire⁶⁸.

La France est sur la réserve, comme l'a montré la correspondance de Lamprecht. Les échos donnés à ce projet des *Grundkarten* dans la *Revue Historique* sont de Lucien Gallois⁶⁹. L'idée lui paraît « excellente »⁷⁰ ; il critique toutefois le fond de carte accompagnant la brochure d'Ermisch en ce qu'il ne donne pas le figuré du terrain. Ce point de vue de Gallois exprime une demande de reconnaissance de la géographie comme discipline à part entière étudiant l'impact du milieu sur les groupements humains, la répartition des cultures, etc. : « le point de vue géographique devient bon gré mal gré une des nécessités de l'histoire, de la sociologie, de la statistique », souligne-t-il⁷¹. Il n'envisage pas de collaborer à cette entreprise et estime

66 Comme l'indique l'avertissement des éditeurs, « il n'existe pas d'Atlas de géographie historique de la Belgique. Cette lacune affecte également notre enseignement public et notre propagande à l'étranger, où certaines incompréhensions à l'égard de la Belgique proviennent de l'ignorance générale de son histoire politique et de ses vicissitudes territoriales ». Cet Atlas, publié par G. Van Oest et cie éd. (Bruxelles et Paris) en 1919, contient un ensemble de 13 cartes exclusivement de nature politique présentant le territoire de l'époque de *La Gaule Belgique* à celle de la Belgique de 1830 et de 1839.

67 Le manque de budgets suffisants pour la recherche historique fait partie des motifs de plainte de Pirenne dans sa correspondance à Lamprecht. Voir B. Lyon (éd.), « The Letters of Henri Pirenne to Karl Lamprecht (1894-1915) », *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 132 (1966), p. 222-24.

68 Voir H. Nicolaï, « La géographie » et H. Elkhadem, « La cartographie », *Histoire des sciences en Belgique*, R. Halleux, G. Vanpaemel, J. Vandersmissen, A. Despy-Meyer (éd.), Bruxelles, 2001, vol. 2, respect. p. 207-212 et p. 213-224.

69 L. Gallois, « Les *Grundkarten* d'Allemagne », *Revue Historique*, 71 (1899), p. 89-92.

70 *Ibid.*, p. 90.

71 *Ibid.* Ces critiques sont reprises dans un bref compte rendu ultérieur de Gallois pour la *Revue historique*, 86 (1904), p. 397-398, sur les travaux suivants : K. Lamprecht et R. Kötzschke, *Über Historische Grundkarten. A : Zur Organisation der Grundkartenforschung. B : Die Technik der Grundkarteneinzeichnung* (Sonderabdruck der *Deutschen Geschichtsblätter*, nov. 1899 et feb. 1900) et G. Seeliger, *Die historischen Grundkarten. Kritische Betrachtungen* (Sonderabdruck aus der *Beilage zur Allgemeinen Zeitung* n° 52 et 53 du 3 et du 5 mars 1900). Gallois se rallie ici à l'avis de Seeliger, critiquant l'usage des limites actuelles des communes pour dresser des cartes statistiques s'appliquant à des époques lointaines. Quant au compte rendu de ces deux publications dans les *Annales de géographie* (1901), p. 43-44, il insiste encore sur l'omission « [des] rapports avec le sol ; d'ailleurs pourquoi supprimer le relief ? C'est déjà enlever à la carte son véritable caractère géographique » (*ibid.*, p. 44).

que la proposition de Lamprecht peut être satisfaite avec la carte de France à l'échelle 1 : 100 000 du Ministère de l'Intérieur, vendue par Hachette⁷².

Que les historiens français s'en remettent aux géographes dans cette affaire reflète, d'une certaine manière, la délimitation des domaines disciplinaires – un fond de carte, s'il se veut topographique, relève davantage de la compétence de ces derniers. Le ton quelque peu désinvolte de Gallois exprime encore l'hostilité de la géographie envers l'histoire à la fin du XIX^e siècle, au sens où elle ne souhaite plus être son auxiliaire en se cantonnant notamment à la géographie historique⁷³.

Conclusion

Par les discussions et polémiques qu'il a suscitées, le projet des fonds de cartes semble davantage avoir stimulé des réalisations diverses que débouché sur un quadrillage de l'Allemagne et projeté la *Centralstelle* de Leipzig en instance supérieure de coordination.

Il est toutefois révélateur d'une volonté de collaboration entre les différents niveaux de recherche : local, régional, national et international. C'est ce dernier aspect qui a été mis en évidence : la réception du projet dans les pays avoisinants, qui passe de l'absence d'intérêt en France et de l'enthousiasme passif en Belgique à son application aux Pays-Bas. Ces attitudes différentes illustrent un cas de transfert culturel au sens où les structures du pays d'accueil et leurs potentialités apparaissent comme déterminantes pour sa réalisation. La réussite dans le cas des Pays-Bas coïncide avec la mise en place rapide de plusieurs institutions de recherches en sciences historiques comme les commissions susmentionnées ; elle traduit aussi le dynamisme scientifique de sociétés historiques telles que celle d'Utrecht⁷⁴. Pour la Belgique, l'indigence manifeste des ressources est la cause première d'une certaine inertie, Pirenne suggérant d'ailleurs dans son exposé devant la Commission royale d'histoire de faire appel à des étudiants dans le cadre d'exercices pratiques⁷⁵. En ce

72 La cartographie française compte parmi les plus développées d'Europe grâce à la cartographie régulière réalisée depuis Louis XIV, aux cartes d'état-major et au cadastre napoléonien (1808) (P. Claval, *Histoire de la géographie française*, op. cit., p. 34sq).

73 Voir V. Berdoulay, *La formation de l'École française de géographie (1870-1914)*, Paris, 1995, p. 186sq.

74 Voir L. Dorsmann et E. Jonker, *Anderhalve eeuw geschiedenis. (Nederlands) historisch genootschap 1845-1995*, Den Haag, 1995.

75 H. Pirenne, « Rapport sur un projet de publication de cartes historiques », loc. cit., p. 389.

qui concerne la France, la répartition du travail entre les historiens et les géographes semble nourrir une forme de revanche de la part des derniers sur les premiers : elle se manifeste ici par leur rejet d'une initiative prise par des historiens étrangers et relevant de la géographie historique, laquelle travaille à partir de documents et non sur le terrain.

Pour finir, l'étude de la micro-thématique des fonds de cartes dans ces différents pays interroge la cartographie sous l'angle de l'élaboration d'Atlas historiques sur la base de cartes établies selon les nouveaux standards scientifiques.